



PRÉFECTURE DU CANTAL  
**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES**



**ARRÊTÉ PREFECTORAL**  
**portant autorisation d'ouverture d'un parc de présentation au public**  
**d'animaux d'espèces non domestiques : le Scénoparc IO –**  
**situé au lieu dit "La Roche" sur la commune de VALETTE,**  
**exploité par la Société d'Economie Mixte du Scénoparc IO**

**LE PRÉFET DU CANTAL**, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du Livre V et le titre 1<sup>er</sup> du livre IV de sa partie législative, ainsi que le livre IV - titre 1<sup>er</sup> - Chapitre III de sa partie réglementaire,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** la nomenclature des Installations Classées,
- VU** l'arrêté du 25 octobre 1995 modifié relatif à la mise en œuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- VU** l'arrêté du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- VU** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 21-40 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- VU** la décision du ministre de l'environnement en date du 21 mai 1997 d'accorder à Monsieur Laurent DELBOS un certificat de capacité pour exercer, au sein d'un établissement fixe de présentation au public d'animaux vivants d'espèces non domestiques, la responsabilité d'animaux, dont le Bison d'Europe,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-2051 du 9 décembre 2005 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter un parc animalier situé à VALETTE par la Société d'Economie Mixte du Scénoparc IO,

- VU** La décision du Préfet de la Dordogne en date du 24 mars 2006 d'accorder à Monsieur Laurent DELBOS un certificat de capacité pour l'entretien et la présentation au public de l'espèce *Ovibos moschatus* (Bœuf musqué),
- VU** la demande d'autorisation d'ouvrir un établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques sur la commune de VALETTE, présentée par la Société d'Economie Mixte du Scénoparc IO dont le siège social est situé - Place de la Gare - à RIOM ES MONTAGNES, déposée à la Préfecture le 4 novembre 2005,
- VU** les plans et documents présentés à l'appui de la demande,
- VU** le registre d'enquête publique ouvert à compter du 28 décembre 2005,
- VU** les avis émis par les services et organisme consultés,
- VU** l'avis émis par les communes de MENET, VALETTE et TRIZAC,
- VU** les conclusions du commissaire enquêteur déposées en Préfecture du Cantal le 8 février 2006
- VU** le rapport et les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, en date du 9 mars 2006,
- VU** le projet d'arrêté porté le 25 avril 2006 à la connaissance du demandeur,
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 27 mars 2006 au cours de laquelle le demandeur a eu la possibilité d'être entendu,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale des Sites, Perspective et Paysage siégeant en formation faune sauvage captive lors de sa séance du 13 avril 2006, au cours de laquelle le demandeur a eu la possibilité d'être entendu,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDERANT** la prise en compte des avis de services consultés lors de l'instruction du dossier par le pétitionnaire,

**CONSIDERANT** l'avis du commissaire enquêteur,

**CONSIDERANT** que le responsable de l'entretien et de la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère (Bison d'Europe et Bœuf musqué) pour lesquels l'autorisation est sollicitée est titulaire d'un certificat de capacité relatif à ces mêmes spécimens et pour l'activité envisagée conformément à l'article L 413-2 du code de l'environnement,

- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation tels que mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- CONSIDERANT** les remarques émises par la Commission Nationale Consultative pour la Faune Sauvage Captive en sa séance du 9 février 2006, concernant la demande d'extension d'un certificat de capacité pour l'entretien et la présentation au public du Bœuf musqué (*Ovibos moschatus*) présentée par Monsieur Laurent DELBOS,
- CONSIDERANT** qu'il a été procédé à toutes les formalités prévues par la législation des Installations Classées,
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du CANTAL,

## **ARRÊTE**

<b>CHAPITRE I - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES</b>
--

### **ARTICLE 1 -**

La Société d'Economie Mixte du Scénoparc IO dont le siège social est situé place de la Gare sur la commune de RIOM ES MONTAGNES, est autorisée à exploiter un parc animalier, le Scénoparc IO, au lieu dit "La Roche" sur la commune de VALETTE, parcelles cadastrales suivantes : Section D n° 470, 505, 156, 161, 162, 163, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 250, 253, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277.

### **ARTICLE 2 -**

Ce parc animalier est autorisé à présenter au public des animaux d'espèces domestiques ainsi que les animaux d'espèces non domestiques suivantes :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Nombre de mâles*	Nombre de femelles*
Bison d'Europe	Bison bonasus	1	2
Bœuf musqué	Ovibos moschatus	1	2

\* Animaux en âge de se reproduire

### **ARTICLE 3 -**

L'autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté pour une installation conforme au dossier fourni par l'exploitant au Service Environnement de la Préfecture du Cantal.

#### **ARTICLE 4 -**

Le classement de l'activité au titre de la réglementation des installations classées est le suivant :

Numéro	Désignation de l'activité	Régime
2140	Faune sauvage (établissement de présentation au public d'animaux appartenant à ) à l'exclusion des magasins de vente au détail...	Autorisation

#### **ARTICLE 5 -**

L'installation, objet du présent arrêté, est implantée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions décrites dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elle respecte par ailleurs les autres réglementations en vigueur.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 -**

La présente autorisation, délivrée au titre de la réglementation applicable aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et de l'article L 413-3 du code de l'environnement ne dispense aucunement le pétitionnaire d'obtenir toutes les autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur (permis de construire, de voirie, affouillement et exhaussement des sols etc...) et ne préjuge en aucune façon de la suite qui sera réservée par l'autorité compétente pour l'application de ces autres réglementations.

Elle cesse de produire effet si l'installation dont il s'agit n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou si elle n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

#### **ARTICLE 7 -**

Faute par le pétitionnaire de se conformer aux textes réglementaires en vigueur, aux prescriptions édictées au présent arrêté et à toutes celles que l'administration jugerait nécessaire de lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la santé, de la salubrité et de la sécurité publiques, ou bien de la protection et de la santé animales de la promotion de l'éducation et de la sensibilisation du public, de la protection de la faune, la présente autorisation pourra être suspendue et il sera fait application des sanctions administratives ou pénales prévues par le Code de l'Environnement.

### ***INFORMATION DES TIERS***

#### **ARTICLE 8 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de VALETTE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, concernant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du CANTAL.

## ***DELAIS ET VOIES DE RECOURS***

### **ARTICLE 9 -**

I - Cette autorisation est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

1) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

II. - Les dispositions du 2) du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## ***MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITE***

### **ARTICLE 10 -**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 11 -**

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Cette actualisation est portée à la connaissance du Préfet qui pourra demander une expertise par un organisme extérieur. Les frais engagés sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 12 -**

Le transfert sur un autre emplacement des installations visées par la présente autorisation nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 13 -**

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains

d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site et sa remise en état et comportant notamment :

- l'évacuation et le devenir des animaux
- l'évacuation des déchets ou substances potentiellement polluantes présents sur le site, ainsi que de tout produit,
- la suppression des risques d'incendie,
- le démontage et l'évacuation de tous les équipements mobiles,
- le maintien en état des structures et abords du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site
- son usage futur

Les mesures citées peuvent être accompagnées d'autres actions si la remise en état du site et son devenir les rendent nécessaires. Les opérations ayant trait à la remise en état devront être conçues de telle façon qu'elles ne puissent porter atteinte à la sécurité des lieux et des personnes, soit lors de leurs exécutions, soit pour le devenir de l'infrastructure après arrêt des activités.

## ***INCIDENTS OU ACCIDENTS***

### **ARTICLE 14 -**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Faisant suite à cette déclaration un rapport détaillé des circonstances de l'accident ou de l'incident est transmis à l'inspection des Installations Classées sous 15 jours.

### **ARTICLE 15 -**

L'exploitant fixe les mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité, prévenir ou traiter les pollutions ou nuisances telles que définies à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement qui peuvent être générées par un arrêt momentané ou un dysfonctionnement de l'installation.

<b>CHAPITRE II - ORGANISATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT</b>
---

### **ARTICLE 16 -**

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.

La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.

### **ARTICLE 17 -**

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.

Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.

Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définies par le responsable de l'établissement.

L'établissement s'attache les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

L'établissement doit répondre en permanence de la présence en son sein d'au minimum une personne responsable, titulaire d'un certificat de capacité pour l'entretien et la présentation au public des animaux vivants d'espèces non domestiques visés à l'article 2 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 18 -**

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, le titulaire du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exerce une surveillance permanente de l'établissement dans lequel il est affecté aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences du titulaire de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à sa formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Le titulaire du certificat de capacité doit posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour lui permettre d'assurer ses missions.

#### **ARTICLE 19 -**

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 de l'arrêté du 25 mars 2004 susvisé.

L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.

### **CHAPITRE III - PREVENTION DES ACCIDENTS**

#### **ARTICLE 20 -**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

Les caractéristiques des installations et de fonctionnement de l'établissement ainsi que les modalités de sa surveillance sont conformes aux dispositions prévues dans l'étude d'impact et l'étude de dangers jointes à la demande d'autorisation. Elles sont établies sur la base de l'analyse qui y est faite portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait notamment de la présence d'animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent, de manière à permettre notamment la prévention :

- des risques liés à la présence des animaux,
- des risques d'incendie,
- des risques de chute,
- des risques liés à la circulation des véhicules.

Compte tenu de l'altitude, une analyse portant sur les risques de formation de congères et notamment leurs conséquences potentielles sur les modalités de gestion des clôtures et les mesures envisagées pour les compenser, devra être réalisée par l'exploitant. Celle-ci sera fournie au Préfet (Directeur Départemental des Services Vétérinaires) dans un délai n'excédant pas 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

Ce scénario devra également être prévu dans le plan de secours prévu à l'article 21 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 21 -**

L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 de l'arrêté du 25 mars 2004 susvisé.

L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Il doit disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

#### **ARTICLE 22 -**

Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.

Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.

Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.

#### **ARTICLE 23 -**

L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

#### **ARTICLE 24 -**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les ans par un organisme agréé.

Des appareils portatifs de lutte contre l'incendie, de nature et de capacité appropriées aux risques présentés, doivent être judicieusement répartis dans tous les locaux recevant le public ou le personnel, et dans le reste du parc.

Une réserve de 120 m<sup>3</sup> équipée d'un système de pompage permettant de délivrer 60 m<sup>3</sup> par heure pendant deux heures est disponible sur le site. Un point de pompage est également prévu au niveau de l'aire de dépôt des visiteurs et un autre, au niveau de la "Maison d'Etienne". Un dispositif complémentaire constitué d'une mare située dans le parc des buffles d'eau (plaine sud-ouest près de la "Grange d'Etienne") est également accessible et peut être puisée en cas d'extrême nécessité.

L'ouverture au public du site ne sera autorisée qu'après une visite de conformité réalisée par la Commission de Sécurité.



## CHAPITRE IV - CONDUITE D'ELEVAGE DES ANIMAUX

### **ARTICLE 25 -**

Les animaux sont entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.

### **ARTICLE 26 -**

La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce.

Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité.

Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe.

La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.

### **ARTICLE 27 -**

Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce.

Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :

- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;
- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;
- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.

### **ARTICLE 28 -**

Les animaux doivent être protégés de la prédation d'animaux étrangers à l'établissement.

Ils ne doivent pouvoir être perturbés ou excités par des animaux étrangers à l'établissement. A cette fin, le règlement intérieur indique aux visiteurs les conditions d'introduction dans le parc d'un animal domestique les accompagnant.

### **ARTICLE 29 -**

Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.

### **ARTICLE 30 -**

Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public.

Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture.

Si elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.

Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.

#### **ARTICLE 31 -**

Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien.

Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée.

Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.

#### **ARTICLE 32 -**

Pour les animaux d'espèces non domestiques entretenues, le programme de reproduction est maîtrisé et raisonné dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations.

Hormis à des fins contrôlées et pertinentes d'un point de vue scientifique, les croisements interspécifiques sont interdits. Cette interdiction s'étend à la reproduction d'animaux appartenant à des sous-espèces ou à des populations isolées différentes lorsque leurs populations naturelles ou captives sont menacées.

#### **ARTICLE 33 -**

Les activités de reproduction ne peuvent être entreprises que si le responsable de l'établissement a l'assurance que les animaux issus de ces activités seront élevés dans des lieux et des conditions qui respectent la réglementation relative à la protection de la nature.

A défaut, ces activités sont limitées par des moyens appropriés qui préservent l'intégrité physique des animaux chaque fois qu'il est possible d'utiliser de telles méthodes.

En fonction des exigences de l'espèce, les animaux gestants, ceux ayant mis bas et les jeunes font l'objet de soins particuliers prévenant l'apparition des maladies périnatales et les agressions des autres animaux.

#### **ARTICLE 34 -**

Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.

Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué.

L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux.

L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.

**ARTICLE 35 -**

L'établissement dispose de locaux réservés au stockage des aliments et à leur préparation, qui sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien.

Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

**ARTICLE 36 -**

Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.

**ARTICLE 37 -**

Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure.

Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement.

Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique.

Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution.

**ARTICLE 38 -**

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par le responsable de l'établissement.

**ARTICLE 39 -**

Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.

**ARTICLE 40 -**

Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

## **CHAPITRE V - INSTALLATIONS D'HEBERGEMENT ET DE PRESENTATION AU PUBLIC DES ANIMAUX**

### **ARTICLE 41 -**

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite.

Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.

### **ARTICLE 42 -**

Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public.

Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos est susceptible de perturber les animaux.

### **ARTICLE 43 -**

Les animaux tenus dans les enclos extérieurs ont accès à des abris ou à des locaux leur permettant de se soustraire aux effets du climat négatifs pour leur espèce.

La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce.

Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais.

### **ARTICLE 44 -**

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.

Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.

Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.

Si les lieux où sont entretenus les animaux sont inondables, l'établissement dispose d'autres lieux où les animaux pourront le cas échéant, être acheminés.

#### **ARTICLE 45 -**

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.

Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos.

Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.

#### **ARTICLE 46 -**

Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès.

Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation.

L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.

Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées, si toutefois les animaux concernés ne peuvent être détenus dans un autre lieu de l'établissement.

#### **ARTICLE 47 -**

Les clôtures électriques ne sont utilisées qu'en complément d'un dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos.

#### **ARTICLE 48 -**

Les portes des enclos et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées.

Les portes des enclos s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées.

La disposition des systèmes de fermeture des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux.

Les commandes de ceux-ci sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.

#### **ARTICLE 49 -**

L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.

#### **ARTICLE 50 -**

Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.

La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.

Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.

Les locaux où le public a accès sont correctement entretenus et ventilés.

Le public est tenu à l'écart de toutes projections physiologiques.

#### **ARTICLE 51 -**

Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.

Les passages empruntés par le public et situés au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux garantissent la sécurité du public, en assurant notamment le respect des distances de sécurité par rapport aux animaux, visées à l'article 50 du présent arrêté.

Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.

Le long du sentier de visite dit "sentier des origines", un dispositif préventif approprié est disposé au niveau de la falaise, aux endroits présentant un risque de chute.

La circulation prévue du public dans l'enclos des chèvres angoras (animaux d'espèces domestiques) est autorisée sous réserve que les risques pour la sécurité et la santé des personnes soient prévenus par la mise en place d'installations et des conditions de fonctionnement adaptées.

De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux.

Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, est organisée.

Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations.

Un contrôle régulier de l'état de santé des animaux est mis en œuvre. Toutes dispositions sont prises pour éviter la transmission de maladies transmissibles à l'homme, notamment ces animaux sont soumis aux prophylaxies réglementées telles que prévues dans le département pour cette espèce.

Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés.

Le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celles des animaux.

**ARTICLE 52 -**

Le public n'est pas autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques.

**CHAPITRE VI - SURVEILLANCE SANITAIRE DES ANIMAUX - PREVENTION ET SOINS DES MALADIES**

**ARTICLE 53 -**

Les installations et le fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et, le cas échéant, d'en limiter la propagation.

Les modes d'entretien et de présentation au public des animaux permettent d'assurer une surveillance optimale de leurs comportements et de leur état de santé, sans risque pour la sécurité du personnel.

L'établissement est tenu de mettre en œuvre des programmes étendus de surveillance des maladies auxquelles sont sensibles les animaux hébergés ainsi que de prophylaxie ou de traitement de ces maladies.

L'établissement tient à jour et conserve pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire tenu conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 25 mars 2004 susvisé.

**ARTICLE 54 -**

L'établissement s'attache les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.

Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.

Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, l'établissement bénéficie du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

**ARTICLE 55 -**

Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'il souhaite héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux.

Les animaux nouvellement introduits dans l'établissement font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière.

Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux.

Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.

#### **ARTICLE 56 -**

L'établissement dispose de moyens de contention adaptés.

Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.

Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.

L'établissement dispose du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.

#### **ARTICLE 57 -**

Les causes des maladies apparues dans l'établissement doivent être recherchées.

Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.

Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.

#### **ARTICLE 58 -**

Si elles sont effectuées au sein de l'établissement, celui-ci dispose d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie.

L'établissement dispose d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.

#### **ARTICLE 59 -**

Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.

Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Ces lieux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés.

Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.



#### **ARTICLE 60 -**

Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, et les dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes.

Les litières des animaux en provenance des abris et des stabulations sont renouvelées régulièrement selon les exigences de l'espèce et les techniques d'élevage.

#### **ARTICLE 61 -**

L'établissement établit des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de ses installations et de ses équipements.

L'établissement met en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.

#### **ARTICLE 62 -**

L'établissement dispose d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules servant au transport des animaux. Les eaux résiduelles de lavage sont collectées et acheminées vers les installations d'assainissement.

Ces installations sont situées à une distance suffisamment éloignée des lieux où sont hébergés les animaux.

#### **ARTICLE 63 -**

Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement.

Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement.

Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.

#### **ARTICLE 64 -**

Les blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.

L'état sanitaire des animaux ayant causé des blessures aux personnes est surveillé. Les responsables des établissements tiennent à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance.

L'ensemble de ces informations est consigné dans un registre.

### **CHAPITRE VII - IDENTIFICATION ET INVENTAIRE DES ANIMAUX**

#### **ARTICLE 65 -**

Les animaux de l'espèce bovine sont identifiés conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 1998 relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin : Le marquage par boucle auriculaire métallique envisagé par l'exploitant en application de l'article 12 de cet arrêté, devra être posé soit à la naissance du bovin par l'exploitant qui se sera déclaré au préalable auprès

de l'E.D.E., soit en remplacement des boucles agréées de couleur saumon, cette opération devra être réalisée par un agent habilité de l'E.D.E.

Les autres animaux d'espèces domestiques seront identifiés conformément à la réglementation en vigueur les concernant.

#### **ARTICLE 66 -**

S'agissant des animaux d'espèces non domestiques, l'établissement doit tenir un registre relié, côté et paraphé par le Préfet comprenant deux documents :

- 1) Un livre journal où sont enregistrés chronologiquement tous les mouvements d'animaux détenus dans l'établissement, portant le numéro CERFA 07.0363,
- 2) Un inventaire permanent des animaux de chaque espèce détenue portant le numéro CERFA 07.0362.

Ces documents sont tenus jour par jour, à l'encre, sans blanc, ni surcharge. Toutefois des documents informatiques peuvent tenir lieu de registre conformément à l'arrêté du 25 octobre 1995 modifié susvisé.

Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

<b>CHAPITRE VIII - PARTICIPATION AUX ACTIONS DE CONSERVATION DES ESPECES ANIMALES</b>
---

#### **ARTICLE 67 -**

Au sens du présent arrêté, on entend par "conservation" toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité.

Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, l'établissement participe :

- à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces,
- et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation,
- et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces,
- et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages,

Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux.

Les moyens mis en œuvre par l'établissement pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à sa taille et à son volume d'activité.

A intervalles réguliers n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au Préfet (Directeur Départemental des Services Vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

#### **ARTICLE 68 -**

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage s'il détient des animaux des espèces concernées par ces programmes.

#### **ARTICLE 69 -**

L'établissement contribue auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'ils détiennent en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.

#### **ARTICLE 70 -**

Sauf s'ils ont été utilisés pour les besoins propres de l'établissement en matière de diffusion des connaissances ou de conservation, l'exploitant doit tenir à la disposition des institutions à caractère scientifique ou pédagogique les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier notamment en ce qui concerne les espèces rares, menacées ou protégées dont il importe que tous les éléments soient conservés dans les archives et collections patrimoniales. Ces cadavres ne doivent pas constituer une source de transmission de maladies à d'autres animaux ou aux personnes.

### **CHAPITRE IX - INFORMATION DU PUBLIC SUR LA BIODIVERSITE**

#### **ARTICLE 71 -**

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

Les moyens mis en œuvre par l'établissement aux fins du présent chapitre sont proportionnés à sa taille et à son volume d'activité.

#### **ARTICLE 72 -**

L'établissement fournit au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :

- nom scientifique ;
- nom vernaculaire ;
- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;
- répartition géographique ;
- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;

ainsi que, le cas échéant :

- statut de protection de l'espèce ;
- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;
- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.

#### **ARTICLE 73 -**

L'établissement fournit au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.

L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

#### **ARTICLE 74 -**

Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le responsable est tenu de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

#### **ARTICLE 75 -**

L'établissement accueillant des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.

#### **ARTICLE 76 -**

Les spectacles ou les animations effectués au sein de l'établissement avec la participation d'animaux doivent contribuer à la diffusion d'informations se rapportant à la biologie de ces animaux et, le cas échéant, à la conservation de leur espèce.

#### **ARTICLE 77 -**

Il est interdit de vendre ou de proposer à la vente aux visiteurs des animaux hébergés dans l'établissement visé par le présent arrêté.

### **CHAPITRE X - PREVENTION DES RISQUES ECOLOGIQUES ET DES POLLUTIONS**

#### **ARTICLE 78 -**

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme ainsi que pour la santé des personnes.

Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.

#### **ARTICLE 79 -**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Le prélèvement d'eau étant effectué sur le réseau public, la conduite d'alimentation est équipée d'un dispositif de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes.

#### **ARTICLE 80 -**

Toutes les eaux usées de l'établissement sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers les installations d'assainissement prévues, à savoir :

- Une fosse toutes eaux de  $1\text{m}^3$  , (soit environ 6 équivalents-habitants), avec infiltration des effluents traités destinée à l'assainissement du local technique situé au nord-ouest de l'établissement.
- Une station d'épuration située à l'extrémité sud de l'établissement et constituée d'un pré-traitement par décanteur-digesteur d'une capacité de  $17\text{ m}^3$  (soit 100 équivalents-habitants) suivi d'un traitement des effluents par filtre à sable drainé de  $300\text{ m}^2$ , destinée à l'assainissement des autres bâtiments et de l'aire de lavage des véhicules.

Ces deux ouvrages sont vidangés autant que de besoin par une entreprise spécialisée.

Un justificatif de l'acceptation de la prise en charge des boues d'épuration par cette entreprise, garantissant de surcroît que l'utilisation qui en sera faite est conforme à la réglementation, devra être fourni par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées préalablement à la vidange.

En cas d'épandage de ces boues sur des terrains agricoles, l'exploitant devra :

- faire réaliser une étude préalable de l'innocuité et de la valeur fertilisante des boues ;
- présenter un plan d'épandage des boues, basé d'une part sur l'étude ci-dessus, et d'autre part sur une étude agropédologique et hydrogéologique de l'aptitude des sols à l'épandage,
- faire réaliser l'épandage conformément à la réglementation en vigueur (respect des interdictions d'épandage, tenue d'un cahier d'épandage, etc...)

Afin de vérifier l'impact sur le milieu de la station d'épuration, l'exploitant réalisera à ses frais et selon le rythme défini ci-dessous, les recherches suivantes dans le ruisseau récepteur, à l'aide d'un prélèvement réalisé en amont et en aval du dispositif d'assainissement :

- Coliformes totaux
- Coliformes thermotolérants
- Streptocoques fécaux

Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé.

Ces mesures seront effectuées au minimum 2 fois par an, entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre de chaque année. Cette surveillance pourra être allégée (1 mesure annuelle) au bout de deux années consécutives, en cas de constatation d'absence d'impact significatif par l'inspecteur des installations classées.

Dans le cas contraire, des solutions techniques devront être proposées par l'exploitant pour rendre le rejet de la station d'épuration compatible avec la qualité de l'eau du ruisseau récepteur.

Ce dispositif d'épuration devra en outre présenter un regard de jonction des drains en sortie du filtre à sable : Celui-ci devra permettre d'effectuer des prélèvements d'échantillons représentatifs destinés à la mise en œuvre d'une auto-surveillance des rejets.

Les mesures réalisées sur les effluents rejetés seront les suivantes :

Auto-contrôle au minimum annuel, réalisé par un laboratoire agréé au cours des mois de juillet et août, portant sur les paramètres DBO5, DCO et PH.

Valeurs limites des rejets :

DCO < 125 mg/litre

DBO5 : < 25 mg/litre

5,5 < PH < 8,5

L'ensemble des contrôles réalisés le sera sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats seront adressés à l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 81 -**

Une fumière étanche est aménagée pour le stockage des fumiers et des jus issus des stabulations et des abris.

Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers prévus par le Règlement Sanitaire Départemental. Ils sont épandus sur les terrains de l'établissement.

#### **ARTICLE 82 -**

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fuel et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 83 -**

Les déchets de l'exploitation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 84 -**

Le présent arrêté est notifié à la Société d'Economie Mixte du Scénoparc IO.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cantal, Monsieur le Maire de VALETTE, Monsieur le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Mesdames et Messieurs les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, et tous les agents visés à l'article L 415-1 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise également aux Conseils Municipaux de TRIZAC, RIOM ES MONTAGNES, COLLANDRES et MENET.

Fait à AURILLAC, le 13 juin 2006

**LE PRÉFET,**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général

**signé**

Christian POUGET